

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Mars
2017

De quelles violences parle-t-on ?

QUAND LES MÉDIAS PARLENT DE VIOLENCES POLICIÈRES, C'EST D'ABORD POUR DÉFENDRE LES FLICS OU ALORS POUR MONTRER DES VIOLENCES PARTICULIÈREMENT GRAVES, LES FAIRE PASSER POUR EXCEPTIONNELLES ET MASQUER DU MÊME COUP TOUTES LES AUTRES VIOLENCES PLUS QUOTIDIENNES.

CES VIOLENCES SONT ORDINAIRES, BANALISÉES, RENDUES INVISIBLES PARCE QU'ELLES NE CIBLENT PAS N'IMPORTE QUI : HABITANT·E·S DES QUARTIERS POPULAIRE, PERSONNES MIGRANTES...

POUR LES MIGRANT·E·S, LES VIOLENCES SONT OMNIPRÉSENTES, À LA FRONTIÈRE, PENDANT LES TRAJETS ET DANS LES VILLES : CONTRÔLES AU FACIÈS, VIOLENCES PHYSIQUES, EXPULSIONS RÉPÉTÉES, INSULTES, RAFLES, POURSUITES, HARCÈLEMENTS, ABSENCE D'INTERPRÈTE LORS DE CONTRÔLES OU DE PROCÈS... EN PLUS DE CES VIOLENCES-LÀ D'AUTRES ONT ÉTÉ RÉCEMMENT RAPPORTÉES :

A PARIS :

- Vols de couvertures en plein hiver
- Intoxication au gaz lacrymogène
- Interdiction de s'asseoir dans des files d'attente qui durent plusieurs jours
- Privation de sommeil
- Arrestations et expulsions
- ...



ENTRE L'ITALIE ET LA FRANCE :

- Refoulements systématiques et renvois illégaux y compris de mineur·e·s
- Prise d'empreintes digitales sous contraintes physiques (menaces et tortures à l'électricité)
- Dans les trains : séparation des voyageurs-ses en groupes selon leur couleur de peau
- Empêcher sciemment les soutiens d'apporter de l'eau et de la nourriture
- Jet de gaz lacrymogène sur des personnes qui nagent
- Interdiction à la presse de prendre des images
- ...



A CALAIS :

- Vols de nourriture et obstacles à la distribution de nourriture des humanitaires
- Chasse à l'homme et course poursuite dans la forêt
- Blocages de l'accès aux douches par la mairie
- Destructions des affaires des gens
- Sacs de couchage imbibés de gaz lacrymogène
- ...

Il se passe certainement beaucoup d'autres choses, mais les témoignages sont difficiles à trouver et rarement relayés.

À Grenoble aussi les violences sont quotidiennes et au lieu de pallier au manque d'hébergement la préfecture envoie ses flics emmerder les gens qui dorment sous les ponts et dans les parcs.

ON NE TUE PAS LES GENS SEULEMENT EN LEUR TIRANT DESSUS... TOUTES CES PRATIQUES POLICIÈRES METTENT LES GENS EN DANGER, EN PLUS DE LEUR RENDRE LA VIE INVIVABLE !



AGENDA

11 MARS À GRENOBLE:

Marche Réquisition go! de 13h30 (Arrêt de tram grand place) à 16h (parc Valmy) pour réclamer la mise à disposition des bâtiments vides et un logement digne et adapté pour toutes et tous.

Plus d'infos:
[Facebook assemblée des mal logé.e.s](#)

19 MARS À PARIS:

Marche pour la justice et la dignité contre les violences policières

14h : Manifestation de Nation à République
18h : Concert

Plus d'infos:
[Facebook marche pour la justice et dignité](#)

15 ET 16 AVRIL À LA FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE:

Week end de mobilisation pour visibiliser la répression à la frontière, échanger ses pratiques et expériences de luttes, et envisager des actions pour briser l'Europe Forteresse.

Plus d'infos:
mobilisationinternationale2017.noblogs.org

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Mars
2017

L'UE DEALE SANS SCRUPULE AVEC LA LIBYE

Pour les États européens la priorité du moment est de fermer la route migratoire la plus empruntée en 2016. Celle qui part de Libye (« route de la méditerranée centrale »). L'Italie a signé un accord bilatéral et, dans la foulée, l'UE a décidé de renforcer sa coopération avec la Libye (sommet de la Valette). Résultat : 200 millions d'euros pour former les garde-côtes libyens, payer du matériel de contrôle des frontières, et construire des camps pour enfermer les exilé.e.s.

Peu importe que le pays soit plongé dans le chaos (aggravé par l'intervention militaire occidentale en 2011), et qu'il faille dealer avec des chefs de groupes armés impliqués dans l'exploitation et les violences graves contre les migrant.e.s. Que des cas de torture, des exécutions et des viols soient monnaie courante dans les centres de détention gérés par l'État libyen – comparés à des « camps de concentration » par un diplomate allemand – ne gêne pas plus l'UE.

Certains états membres voudraient même aller plus loin en accordant à la Libye le statut de « pays sûr » pour pouvoir expulser tranquillement des personnes y ayant transité. Dans sa guerre contre l'immigration, l'UE est prête à tous les compromis.

JUSTICE POUR LES MIGRANTS

Le 6 février 2014, la police des frontières espagnole tire (bombes lacrymogène, balles en caoutchouc) sur des personnes qui tentaient de rejoindre Sebta (Ceuta) à la nage. Bilan : 15 morts, des dizaines de blessés, et des survivants expulsés à chaud illégalement.

3 ans après les faits, la Justice espagnole vient de rouvrir une enquête bâclée et refermée trop vite en 2015. Un (maigre) espoir pour les victimes et leurs soutiens qui se battent pour dénoncer la brutalité de la gestion des frontières extérieures de l'Europe.

Non à l'impunité policière !
Non au « permis de tuer » !

VICTIMES DE CRIMES POLICIERS

Malgré cela, les violences contre les migrants à la frontière entre le Maroc et l'Espagne restent quotidiennes.

À chaque organisation de passage des barrières, les punitions collectives s'abattent sur tous les subsahariens (arrestations, passage à tabac, destruction de campements, déportation vers le sud...). Mais la détermination est plus forte que la répression. Entre le 17 et le 20 février, plus de 800 personnes ont réussi à franchir ensemble les barrières de Sebta, profitant d'un desserrement du contrôle de la frontière par les autorités marocaines (en froid avec l'UE au sujet du Sahara occidental, le Maroc utilise les migrants comme moyen de chantage diplomatique).

BRÈVE

INFO LOCALE

Mi février les locaux de l'ADATE ont été saccagés et occupés durant une nuit, probablement en signe de protestation sur la gestion crimi-nelle de la demande d'asile de cette association en Isère. En effet, l'Adate est notamment gestionnaire du Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asiles d'Echirolles (où les adultes sont entassés à 7 par appartement sans mobilier et infestés de cafards) et chargée de l'accueil et l'orientation des Mineurs Isolés Etrangers (elle a récemment refusé de reconnaître la minorité à 12 jeunes, ayant "l'impression qu'ils avaient menti").